

COMMUNE DE FELLETIN

POLE DEVELOPPEMENT LOCAL

PROCEDURE ADAPTEE

Article 28 du code des marchés publics

OBJET : Conception et impression d'un guide promouvant le marché hebdomadaire de Felletin

LOT N° 2 : Impression, façonnage et livraison

ACTE D'ENGAGEMENT

COMMUNE DE FELLETIN

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	COMMUNE DE FELLETIN 12 PLACE CHARLES-DE-GAULLE 23500 FELLETIN Tél. 05 55 66 51 11 – Fax 05 55 66 46 62
OBJET DU MARCHÉ	OBJET : Conception et impression d'un guide promouvant le marché hebdomadaire de Felletin LOT N° 2 : Impression, façonnage et livraison
MAITRISE D'ŒUVRE (LE CAS ÉCHÉANT)
PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ	Marché passé selon la procédure adaptée, en application de l'article 28 du code des marchés publics
ORDONNATEUR	Madame le Maire de Felletin
PERSONNE HABILITÉE À DONNER LES RENSEIGNEMENTS PRÉVUS À L'ARTICLE 109	Pour la Commune de Felletin, le Maire en exercice
COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	Monsieur le Receveur municipal 27 Grande Rue 23500 FELLETIN
IMPUTATION COMPTABLE	Compte 6236 – Chapitre 011

ARTICLE 1 – CONTRACTANT

A- CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Je soussigné (nom, prénom, qualité)

.....

- agissant pour mon propre compte (1)

- agissant pour le compte de la société (*indiquer le nom et l'adresse de la société*) (1)

.....
.....
.....

Après avoir établi les déclarations, certificats, et/ou attestations, conformément aux dispositions des articles 44 et 46 du Code des Marchés Publics, et après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'Appel d'Offres,

☐ m'engage dans le cadre du marché indiqué ci avant, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées par la Ville de Nice dans les conditions ci-après définies, l'offre ainsi présentée ne me liant toutefois, que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des plis fixée par le Règlement de la Consultation.

B- GROUPEMENT D'ENTREPRISES

1°/ Je soussigné (nom, prénom, qualité),

.....
.....

agissant en tant que mandataire habilité à signer l'offre du groupement d'entreprises constitué des entreprises suivantes :

1^{er} co-traitant, mandataire (nom et adresse de la société)

.....

2eme co-traitant (nom et adresse de la société)

.....

3eme co-traitant (nom et adresse de la société)

.....

Compléter si nécessaire.

2°/ Nous soussignés,

agissant en tant que membres du groupement d'entreprises constitué des entreprises suivantes :

1^{er} co-traitant, mandataire, (nom et adresse de la société)

.....

2eme co-traitant (nom et adresse de la société)

.....

3eme co-traitant (nom et adresse de la société)

.....

Compléter si nécessaire.

(1) Barrer la mention inutile.

Après avoir établi les déclarations, certificats, et/ou attestations, conformément aux dispositions des articles 44 et 46 du Code des Marchés Publics, et après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'Appel d'Offres,

Agissant en tant que membre du groupement :

(Cocher la case correspondante)

☐ Conjoint

☐ Solidaire

☐ J'engage le groupement dont je suis le mandataire sur l'offre de base du groupement

☐ L'ensemble du groupement s'engage, sur la base de l'offre du groupement

(Cocher la case correspondante)

dans le cadre du marché indiqué ci avant, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées par la Ville de Nice dans les conditions ci-après définies, l'offre ainsi présentée ne me liant toutefois, que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des plis fixée par le Règlement de la Consultation.

ARTICLE 2 – PRIX

Article 2-1 : Détermination des prix :

- Proposition de base pour un livret composé de 36 pages

Montant hors T.V.A €
T.V.A. (taux.... %) €
Montant T.T.C€
Montant T.T.C. arrêté en lettres à :	

- Options :

Option A : surcoût par rapport à la proposition de base pour 4 pages supplémentaires (soit un livret de 40 pages)

Montant hors T.V.A du surcoût engendré par l'option €
Montant hors T.V.A cumulé proposition de base + option A €
T.V.A. (taux.... %) €
Montant global T.T.C du marché si option A retenue€
Montant T.T.C. arrêté en lettres à :	

Option B : surcoût par rapport à la proposition de base pour 8 pages supplémentaires (soit un livret de 44 pages)

Montant hors T.V.A du surcoût engendré par l'option €
Montant hors T.V.A cumulé proposition de base + option B €
T.V.A. (taux.... %) €
Montant global T.T.C du marché si option B retenue€
Montant T.T.C. arrêté en lettres à :	

Option C : surcoût par rapport à la proposition de base pour 12 pages supplémentaires (soit un livret de 48 pages)

Montant hors T.V.A du surcoût engendré par l'option €
Montant hors T.V.A cumulé proposition de base + option C €
T.V.A. (taux.... %) €
Montant global T.T.C du marché si option C retenue€
Montant T.T.C. arrêté en lettres à :	

Option D : surcoût par rapport à la proposition de base pour 16 pages supplémentaires (soit un livret de 52 pages)

Montant hors T.V.A du surcoût engendré par l'option €
Montant hors T.V.A cumulé proposition de base + option D €
T.V.A. (taux.... %) €
Montant global T.T.C du marché si option D retenue€
Montant T.T.C. arrêté en lettres à :	

Option E : surcoût par rapport à la proposition de base pour 20 pages supplémentaires (soit un livret de 56 pages)

Montant hors T.V.A du surcoût engendré par l'option €
Montant hors T.V.A cumulé proposition de base + option E €
T.V.A. (taux.... %) €
Montant global T.T.C du marché si option E retenue€
Montant T.T.C. arrêté en lettres à :	

ARTICLE 3 – SOUS TRAITANT

☐ J'envisage

☐ Nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le montant des prestations sous-traités figurant dans le tableau ci-après.

Le montant figurant dans ce tableau correspond au montant de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Une annexe à l'acte d'engagement (modèle joint) doit être complétée et produite pour chaque sous-traitant. Les sous-traitants devront également fournir une déclaration indiquant qu'ils ne tombent pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics.

NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES	SOUS-TRAITANT DEVANT EXECUTER LES PRESTATIONS	MONTANT DES PRESTATIONS T.T.C
MONTANT TOTAL T.T.C		

ARTICLE 5 – PAIEMENT

La COMMUNE DE FELLETIN se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du (ou des) compte(s) suivant(s):

- compte ouvert au nom de.....
- sous le numéro.....
- auprès de

- compte ouvert au nom de.....
- sous le numéro.....
- auprès de

Le délai global de paiement est de 30 jours.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

En cas de groupement conjoint, les membres du groupement préciseront obligatoirement la répartition financière opérée entre les membres dans le tableau ci-dessous :

DESIGNATION DES CO-TRAITANTS	MONTANTS HORS TAXES EN EUROS
1 ^{er} CO-TRAITANT,..€
2 ^{eme} CO-TRAITANT,..€
3 ^{eme} CO-TRAITANT €
4 ^{eme} CO-TRAITANT €
MONTANT TOTAL DE LA REPARTITION €

ARTICLE 6 – DECLARATION

J'affirme (1)

Nous affirmons (1)

sous peine de résiliation de plein droit du marché à

mes torts exclusifs, ne pas tomber (1)

ses torts exclusifs, que la société pour laquelle j'interviens, ne tombe pas (1)

leurs torts exclusifs, que les sociétés pour lesquelles nous intervenons ne tombent pas (1)

sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 43 du code des marchés publics.

(1) Barrer la mention inutile

Je m'engage à accepter et exécuter sans aucune réserve les dispositions prévues par les pièces contractuelles listées dans le règlement de consultation, et à certifier l'intangibilité des mentions apportées aux pièces suivantes :

Les échantillons

A....., le.....

Signature du candidat

ou, en cas de groupement d'entreprises,
du mandataire habilité ou de chaque membre du groupement

DECISION DE L'ACHETEUR

Est retenue l'offre pour la proposition de base sans option pour valoir acte d'engagement

Ou (rayer la mention inutile)

Sont retenues les offres pour la proposition de base et l'option Pour valoir acte d'engagement

A Felletin, le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur,

NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

En cas de remise sur place :

A Felletin, le

« Reçu notification du présent marché »

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en LRAR :

Avis de réception signé par le titulaire.

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi.

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (*article 115 du code des marchés publics*) :

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

■ Modalités de variation des prix :

G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

☐

NON

☐

OUI

(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 44 du code des marchés publics et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A _____, le _____ A _____, le _____

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A _____, le _____

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée
avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception
postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification
une copie du présent acte spécial :

A _____ , le

Date de la dernière mise à jour : 24/09/2010.